



DISCOURS DE PHILIPPE PINTA PRESIDENT DE L'AGPB

**CONGRES DES CERÉALIERS
COMPIEGNE LE 14 FEVRIER 2019**

Le prononcé fait foi

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs les Elus,
Madame la Présidente de la FNSEA,
Mesdames, Messieurs les Présidents et Directeurs,
Mesdames, Messieurs, chers collègues.

Monsieur le Ministre, je tiens à vous remercier d'avoir accepté de conclure notre congrès ici à Compiègne, au cœur d'un territoire de grandes cultures.

Il est toujours utile de quitter Paris, pour toucher du doigt, la réalité du rôle d'occupation du territoire, de structuration des paysages joué par nos exploitations. Mais aussi, la réalité de l'agriculture d'aujourd'hui qui mobilise beaucoup de technologies et qui est assez loin de l'image d'Epinal que certains veulent ancrer chez nos concitoyens.

Enfin, cela permet de constater l'importance des infrastructures tels que silos, pôles logistiques, unités de transformation qui ont été développés par notre filière. Ils témoignent parfaitement de l'activité économique générée autour de nos productions et du niveau très élevé d'organisation de la filière céréalière.

Tout cela est le fruit de générations d'agriculteurs céréaliers qui ont su relever des défis majeurs : celui de nourrir le pays, l'Europe et le monde, et celui de se placer en tant que grand producteur mondial et premier producteur européen,

devenant ainsi une activité économique stratégique pour la France.

La construction de tout cela n'a jamais été un long fleuve tranquille, et particulièrement depuis 5 ans, où la filière traverse une crise d'une ampleur inégalée, privant ainsi les céréaliers de revenu.

Nous vivons une période charnière, le monde bouge et les causes sont multiples. Aussi, si nous voulons poursuivre et pérenniser ce que nous avons bâti, nous devons, comme l'a toujours fait l'AGPB trouver des solutions, **engager une nouvelle dynamique pour nous projeter** et continuer de construire.

1. Un paysage en pleine évolution

Ces causes, quelles sont-elles ?

La multiplication des aléas climatiques, d'une part, à laquelle nous n'étions pas habitués. Ceux de 2016, mais aussi de 2018 qu'il s'agisse de trop de pluie ou d'une sécheresse extrême ont eu un impact majeur sur nos productions tant en terme de quantité que de qualité. Ceux-ci sont par ailleurs survenus dans une période où nos moyens de production, accès aux produits phytosanitaires, à l'innovation notamment génétique sont de plus en plus contraints.

Les aléas économiques, d'autre part, avec l'émergence de nouveaux bassins de production, principalement ceux des pays de la mer noire qui perturbent les marchés et font baisser les prix, même si en réalité la consommation mondiale continue à progresser. Cette tendance qui tend à s'installer ne peut

qu'interpeller sur notre compétitivité, déjà mise à mal en raison des distorsions de concurrence à l'intérieur de l'Union européenne. A titre d'illustration, un céréalier allemand touche en moyenne 100 euros d'aides de plus par hectare qu'un céréalier français. Mais que dire des distorsions vis-à-vis des importations des pays tiers liées aux moyens de productions, utilisation de produits phytosanitaires interdits en Europe, d'OGM et maintenant des NBT...

Ensuite, **l'évolution des systèmes alimentaires et des attentes des consommateurs** de plus en plus attentifs et exigeants sur l'origine des produits, leurs modes de productions, et les aspects santé nutrition. Ces attentes réelles doivent être prises en compte. Nous devons en effet y répondre, nous en sommes bien conscients. Néanmoins, prenons garde à ne pas promouvoir **que** le schéma simpliste de la montée en gamme et des prix ! Tout le monde n'a pas les moyens de manger bio ! En cela, le mouvement des gilets jaune nous rappelle la réalité que vive une grande partie de nos concitoyens. Offrir à tous une alimentation, saine, diversifiée, de qualité et accessible au plus grand nombre doit demeurer une réalité et un objectif!

Fort de ces constats, nous entendons la ligne politique qui consiste à inscrire l'agriculture dans la voie de la transition agroécologique, mais encore faut-il que la trajectoire pour y parvenir soit claire, cohérente, agronomiquement et économiquement possible. Ce flou qui règne autour de cette volonté est particulièrement préjudiciable pour les agriculteurs qui bien que fortement engagés **depuis des**

années sur la réduction et la maîtrise des intrants, n'arrivent pas faire reconnaître les efforts réalisés! Tout le monde s'épuise. D'autant que cela s'inscrit dans un contexte d'attaques d'une violence incroyable de la part de certaines ONG environnementales. On instrumentalise le Principe de précaution, la notion de lanceur d'alerte, on joue avec la peur des gens en remettant en cause la communauté scientifique, le progrès et on stigmatise une profession qui respecte toutes les règles : **cet agribashing est inadmissible !**

Comment accepter que drapé du manteau de lanceur d'alerte on puisse sur une chaîne de télévision publique, dans un programme revendiquant l'investigation, encenser des pseudos scientifiques dont les travaux ont été dénoncés, sans aucun débat critique ou contradictoire! Aujourd'hui c'est noir ou blanc, soit on fait du bio, soit on est relégué dans une autre catégorie, celle du conventionnel devenue synonyme « d'empoisonneur » ! Tout ce que l'on a fait comme effort ne servirait donc à rien... **il est temps de réagir.**

Plus globalement, **la fonction nourricière de l'agriculture**, mission pourtant première de notre activité, ne semble plus une préoccupation dans nos sociétés d'abondance.

C'est un véritable paradoxe par rapport aux questionnements internationaux quant à notre capacité collective à faire face aux défis démographiques avec une disponibilité limitée de terres agricoles. On semble se résigner dans nos projections pour l'avenir à des modèles d'agriculture de décroissance pure n'intégrant pas les innovations en cours et à venir pour

promouvoir des modèles productifs et respectueux de l'environnement.

2. Un monde agricole désorienté

Ce contexte pèse lourdement sur le moral des producteurs et ce congrès intervient à un moment particulier. En effet, les élections chambres d'agriculture, dont le résultat et surtout la campagne qui les ont précédées, ont vraiment fait remonter le désarroi, la colère, voire le désespoir des producteurs de grandes cultures.

Pour vous en convaincre, Monsieur le Ministre, si nous avons incité les céréaliers à participer au grand débat pour faire entendre leur voix dans leur commune et sur la plateforme nationale, nous avons aussi laissé aux congressistes l'opportunité de faire part de leurs doléances et propositions durant ces deux jours et j'aurai le plaisir de vous remettre leurs contributions.

Il ne s'agit pas pour nous de nier la réalité. Nous sommes conscients des évolutions de la société et de la nécessité aujourd'hui de répondre aux attentes de l'ensemble de nos clients. Comme vous l'avez déjà souligné depuis votre nomination, nos pratiques ont considérablement évolué, mais tous ce travail n'est ni reconnu ni valorisé.

Mais cette transition, appelée de vos vœux, doit se bâtir **dans la confiance et dans un cadre stable, lisible et économiquement viable**. J'ai entendu vos propos lors des vœux, sur les devoirs qui nous incombent mais aussi sur l'appui

que nous étions en droit d'attendre de la part de l'Etat. Dont acte Monsieur le Ministre !

Mais depuis maintenant presque deux ans, **les décisions politiques vont à l'encontre de l'objectif affiché**

- Transfert du premier pilier vers le second pour financer la gestion des risques et le bio, en diminuant le niveau des aides directes,
- Augmentation de la redevance pour pollution diffuse pour financer encore une fois l'agriculture bio,
- Suppression des remises rabais ristournes sur la vente des produits phytosanitaires sans étude d'impact économique,
- Séparation du conseil et de la vente là aussi sans étude d'impact sur les conséquences économiques pour les producteurs,
- Interdictions de produits phytosanitaires sans prise en compte de l'existence d'alternatives viables économiquement...

Nous parlons de **plus d'un milliard d'euros de charges supplémentaires** ! Le tout avec des revenus parmi les plus bas de l'agriculture française. **Nous n'en pouvons plus !! L'écologie punitive**, source d'exaspération et de colère manifestement pour tous les français, **n'est pas acceptable**. Il n'est jamais trop tard pour changer de trajectoire, Monsieur le ministre, **et j'ai bon espoir que nous parviendrons à vous convaincre ! A moins que cela ne soit déjà fait aujourd'hui.**

3. Notre devoir bâtir un projet et retrouver la confiance

Monsieur le Ministre, récemment encore, vous avez formulé le vœu de réconcilier le monde rural et urbain et de redonner de la fierté à notre agriculture, tout en réussissant la transition agroécologique. Alors **changeons de méthode, et faites confiance aux agriculteurs** ! C'est tout le sens et l'objet du projet stratégique qui a été au cœur des discussions pendant nos deux jours de Congrès.

Depuis plus de 90 ans, l'AGPB inscrit son action dans la construction pour accompagner le développement des grandes cultures. Nous avons entendu le message clair du Président de la République sur la nécessité des filières de se prendre en main. Nous n'avons jamais attendu.

Notre filière est de loin la plus organisée et notre plan de transformation de la filière céréalière pose clairement l'ambition collective de l'ensemble des familles de l'interprofession. Nos réflexions au niveau de la production sont fortement structurées dans une approche grandes cultures, avec nos collègues de l'AGPM, de la CGB et de la FOP, dont **je salue les Présidents ici présents**.

Notre projet stratégique s'inscrit pleinement dans cette vision de filière, il repose sur l'impératif de défendre un modèle d'agriculture compétitif et respectueux de l'environnement et se décline en trois axes :

La résilience des exploitations

L'enchaînement des difficultés sur les dernières années, justifie pleinement que l'amélioration de la résilience des exploitations face aux aléas climatiques et économiques, reposant sur les DPB, l'épargne de précaution et l'assurance climatique reste une priorité.

Une politique de gestion des produits phytosanitaires cohérente

Pour retrouver un fonctionnement pragmatique sur les produits phytosanitaires, il est impératif de donner de la lisibilité aux producteurs en prenant en compte la réalité des besoins de protection des cultures et les contraintes techniques et économiques. C'est tout le sens de la démarche du contrat de solutions, visant à assurer **qu'il n'y ait pas d'interdiction sans solution**. Je me réjouis que vous puissiez, Monsieur le Ministre, y associer l'Etat lors du salon de l'agriculture.

La reconnaissance de la durabilité de nos exploitations

Il s'agit en réalité de réconcilier, et de retisser du lien entre nos concitoyens et leur agriculture. Nous nous proposons d'enclencher un mouvement vertueux pour faire reconnaître l'évolution de nos modes de productions permettant de garantir la prise en compte de l'environnement et la qualité de nos produits par la société et assurer la juste rémunération des producteurs.

Cela se fait dans une logique de filière, de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), nous proposons de nous engager dans la démarche Haute Valeur Environnementale (HVE) en travaillant, avec vos service Monsieur le Ministre, **sur une déclinaison adaptée aux grandes cultures** et dans un cadre d'une certification collective. Apporter des assurances aux consommateurs, entrer dans une démarche de création de valeur en mettant en avant la qualité et le mode de production de nos produits dans une logique de filière sur le marché français mais aussi à l'international.

C'est ambitieux, mais c'est nécessaire **pour reprendre en main notre avenir** et arrêter de subir les critiques infondées, les décisions et contraintes tant réglementaires que commerciales à travers des cahiers des charges toujours plus exigeants.

Les conditions de succès, passent certes par une mobilisation des producteurs, des organismes stockeurs coopératives ou négoce et plus globalement de la filière, mais aussi par un engagement fort de l'Etat sur une politique d'accompagnement.

Sans cet engagement de l'Etat, Monsieur le Ministre, il ne se passera rien car **il nous faut un véritable contrat avec l'Etat et la société civile**. Il faut inscrire la transition dans le temps avec une lisibilité pour le monde agricole permettant de réaliser les investissements, faire évoluer les modes de production, développer les filières économiques et la valeur ajoutée.

C'est une lourde machine mais qui depuis des décennies reste une véritable richesse pour notre pays et une importante source d'emploi.

La future PAC est bien sûr au cœur de nos préoccupations. Il nous faut une **PAC forte** avec un budget maintenu, des aides directes importantes pour compenser les normes plus élevées de l'Union européenne dans un marché de plus en plus ouvert, et surtout une **PAC harmonisée** évitant la subsidiarité qui génère des distorsions de concurrence inacceptables. Ces distorsions, je l'ai déjà dit qui pénalisent la compétitivité des exploitations, particulièrement celles des zones intermédiaires qui attendent avec impatience les résultats de la mission du CGAER sur les difficultés qu'elles rencontrent.

Nous avons chiffré, dans le plan de transformation de filière, avec nos collègues des oléoprotéagineux, la transition agroécologique pour les exploitations de grandes cultures à environ dix milliards pour couvrir les besoins d'investissement et de conseil sur les quinze prochaines années. Accompagner cette transition, sera j'espère Monsieur le Ministre, une des priorités pour les mesures d'accompagnement du deuxième pilier, mesures qui faut-il le souligner n'ont que peu bénéficié aux grandes cultures jusqu'à aujourd'hui. Enfin, nous souhaitons qu'à l'image de l'agriculture biologique, l'engagement dans une démarche HVE certifiée puisse être reconnue pour l'allégement des contrôles et en équivalence pour l'octroi d'aides conditionnées sur les exigences environnementales. La simplification de la PAC et des contrôles doit être un de nos objectifs communs.

En matière de résilience, je tiens à remercier le gouvernement pour la refonte de la déduction pour aléas en une véritable épargne de précaution qui permettra de disposer d'un outil efficace de lissage des revenus. Nous avons salué l'avancée permise par l'omnibus au niveau européen pour permettre de baisser la franchise de 30% à 20% et il est **maintenant important d'appliquer cette mesure en France**. Mais au-delà de ces outils financiers, l'accès à l'eau face au changement climatique reste une des meilleures assurances et donc un sujet prioritaire sur lequel il est urgent d'avancer.

Plus globalement, sur les moyens de production et notre capacité à adapter nos modes de production, il est impératif de **pouvoir bénéficier des innovations** notamment en matière de génétique. Nous sommes très inquiets sur la décision de la Cour de justice européenne concernant les nouvelles techniques de sélection végétales (NBT new breeding technologies) qui ouvrent un véritable espoir pour l'amélioration des semences pour résister aux maladies et s'adapter au changement climatique. La position de la France sur ce sujet sera centrale et nous comptons sur votre détermination pour défendre ce dossier vital pour l'avenir de notre agriculture.

Sur chacun de ces différents points nous attendons **aujourd'hui**, Monsieur le Ministre, des engagements forts de votre part.

Nos engagements sont forts, nos attentes aussi, mais nous ne sommes ni résignés, ni défaitistes, il y a une voie pour une agriculture compétitive et respectueuse de l'environnement, les modèles actuellement promus basé sur la seule décroissance ne sont pas la seule voie. Il nous appartient d'en dessiner les contours en intégrant les évolutions existantes et attendues, en matière de numérique, de robotique, de biocontrôle, de génétique mai aussi d'agronomie. Produire plus et produire mieux, pour faire face au défi de la transition agroécologique, du changement climatique mais aussi du défi démographique mondial reste notre objectif.

Les céréaliers sont **déjà engagés dans cette voie** depuis longtemps, et il convient de le faire savoir. Face à la violence des attaques que nous subissons, **pour la première fois de notre histoire**, nous avons décidé de lancer une campagne de communication pour parler des femmes et des hommes céréaliers pour promouvoir, ce que nous sommes aujourd'hui, nos valeurs mais aussi la réalité de nos modes de productions et de notre métier. **Nous sommes fiers de notre métier et nous allons le faire savoir.**

Les céréaliers et plus globalement la filière céréalière est en mouvement et avec l'appui de l'Etat nous relèverons les défis de demain.

Merci pour votre attention.